

Sortie de crise - Le spectre ivoirien plane

Tribune - Jonasy Joelson - 04/10/12

Parmi les pays africains victime d'un putsch durant la dernière décennie, Madagascar figure dans la liste de ceux qui peinent à retrouver « l'ordre constitutionnel ». Le Niger, la Guinée et la Mauritanie avaient eu **également leur lot de coup d'Etat à la même époque, mais très vite ils ont pu organiser leurs** présidentielles, rétablir convenablement leurs relations avec la communauté internationale et partant se faire une place dans le concert des nations.

Malgré les multiples efforts de recherche de sortie de crise et l'annonce d'un calendrier électoral dont une présidentielle prévue au mois de mai 2013, le pire est à craindre pour la grande île. L'opinion appréhende le glissement vers une situation proche de la longue crise ivoirienne (2002-2011) et un chaos post-électoral.

En effet, il y a de quoi à s'inquiéter sérieusement, vu que la similitude entre les deux crises est troublante : une pression des forces armées sur la politique, négociations bloquées, confusion de compétences au niveau des juridictions électorales.

Pression des forces armées sur la politique

Depuis le coup d'Etat de 2009, la neutralité du commandement de l'armée malgache est mise à l'épreuve. Sa prise de position, à travers des déclarations tonitrueuses sur son objection au retour à Madagascar de l'ancien Président Marc Ravalomanana, atteste indéniablement l'immixtion de l'armée dans les affaires politiques du pays. Un comportement qui, du reste, tranche avec tous les discours tendant à faire croire au peuple que celle-ci ne se mêle pas de la politique. Cependant, bien d'observateurs politiques se rendent compte qu'au-delà de l'interférence de l'armée dans le débat politique, le blocage des discussions afférentes à la recherche de sortie de crise est dû notamment à l'allégeance des hommes en treillis au Chef de la transition. Car, fort de ce soutien, ce dernier succombe à la tentation de ne presque rien concéder à la partie adverse et ne se gêne pas pour lui dicter son bon vouloir au risque de compromettre tout effort de recherche d'entente politique dans l'application de la feuille de route signée.

Toute proportion gardée, cette situation fait penser au rôle joué par les Forces Nouvelles et son incontournable Chef Guillaume Kigbafori Soro dans la résolution de la crise ivoirienne. Certes, les Forces Nouvelles ne faisaient pas partie de l'armée légale ivoirienne, mais leur poids sur l'échiquier politique ivoirien est tel que les médiateurs de la crise ivoirienne ne pouvaient avancer dans la moindre rencontre destinée à la recherche de sortie de crise sans la participation du Che Soro, ce bouillant chef de guerre. A un point tel que l'ancien Président Laurent Gbagbo, vraisemblablement las de son intransigeance à ne pas désarmer sa troupe rebelle, en dépit de multiples accords de paix signés, fut contraint à le nommer le 26 Mars 2007 comme Premier Ministre, au nom d'un gouvernement de réconciliation nationale, après l'avoir confié successivement le Ministère de la Communication (Février 2003), Ministère d'Etat de la Construction (Décembre 2005).

Six ans plus tard, l'actuel Président ivoirien, Monsieur Alassane Ouattara n'a pu faire mieux que de se plier aux caprices du Grand Patron des Forces Nouvelles en le désignant à la fois Premier Ministre et Ministre de la Défense avant que ce fils du Nord n'atterrisse, grâce à un forcing juridique- étant donné son âge au moment de la candidature, à l'Assemblée Nationale pour en être le Président (12 Mars 2012).

Moralité : Quand l'armée, au lieu de faire valoir son rôle régalién, interagit dans la politique, la recherche de sortie de crise en subit les contrecoups en ce sens où la loi du plus fort prime, de façon à favoriser une instabilité permanente préjudiciable à toute volonté d'instaurer une paix durable, préalable à l'organisation d'une élection présidentielle crédible.

Négociations bloquées

Les acteurs politiques malgaches ont fait le tour de plusieurs capitales africaines dans l'espoir de trouver une issue à la crise. De Maputo à Sandton, en passant par Addis-Abeba et Gaborone, les médiateurs ont tout fait pour que les malgaches s'entendent sur un accord politique.

Rappelons que cet effort semble avoir porté ses fruits quand, durant la nuit du 16 Septembre 2011, une très large majorité des partis protagonistes à la crise ont bien voulu signer au Paon d'Or, une feuille de route destinée à mettre un terme au conflit politique. Seulement voilà, un an après la signature de cet accord, rien ne présage l'approche d'un dénouement quant à l'application de l'article 20 de cette feuille de route. Le retour au pays et la participation de l'ancien Président Marc Ravalomanana à la prochaine présidentielle butent toujours sur le refus du Président de la transition et de ses proches, un rejet ouvertement appuyé par le commandement de l'armée.

En ce qui concerne la crise ivoirienne, les médiateurs (Nelson Mandela, Tabo M'Béki, Blaise Compaoré etc.) ont vécu le même casse-tête que ses pairs de la SADC : échéances électorales fréquemment repoussées faute d'une entente sur la mise en œuvre des accords signés.

En 2003, toutes les parties prenantes ont bel et bien signé leur feuille de route de sortie de crise lors des négociations de Linas-Marcoussis (France), un accord connu aussi sous le nom de « Kléber », où tout a été prévu pour faciliter la résolution de la crise ivoirienne. Malheureusement, il manquait la ferme volonté politique pour outrepasser les deux points d'achoppement de la crise : le concept d'ivoirité qui a été instrumentalisé pour exclure des candidats d'envergure en leur exigeant leur ascendance ivoirienne et le désarmement de la troupe à Soro considérée comme une armée de milices en compétition avec l'armée légale, les FANCI (Forces Armées de la Côte d'Ivoire). Les parties prenantes ont virevolté autour de ces deux écueils, en faisant également le tour de plusieurs capitales africaines, au point de faire durer la crise pendant environ 10 ans.

Confusion de compétences au niveau des juridictions électorales

Pour le cas de Madagascar, tous les textes juridiques pour la gestion des élections à venir sont là. Néanmoins, sans me verser dans un décryptage juridique, j'ose affirmer que rien ne garantit que ces instruments puissent nous épargner d'une crise post-électorale. D'autant plus que, la confusion entre le pouvoir de la HHC (Haute Cour Constitutionnelle) et celui de la CES (Cour Electorale Spéciale) est réelle.

Il est prévu dans la feuille de route que la CES soit la seule juridiction ayant compétence pour régler les contentieux électoraux. Soulignons, au passage, que la feuille de route ignore complètement la HCC. Toutefois, la Haute Cour Constitutionnelle, jalouse de sa souveraineté habituelle en matière électorale, conformément à la Constitution malgache, a fait en sorte que le projet de texte régissant les élections présidentielles soit rectifié en sa faveur par le remplacement de la CES sous sa tutelle. Dès lors, l'éventualité d'un désordre post-électoral est plus qu'évidente, dans la mesure où cet embrouillement en termes de compétence peut nous causer les mêmes embarras que les ivoiriens : La CES risque d'être contredit par la HCC et inversement, à l'instar de la contradiction des résolutions prises par les deux organes électoraux ivoiriens, à savoir le Conseil Constitutionnel et le Conseil Electoral Indépendant ; le candidat Laurent Gbagbo a été reconnu par le premier comme étant le vainqueur, alors que le CEI et la Communauté Internationale insistaient et juraient sur la victoire du candidat Alassane Ouattara. De là est venu, d'ailleurs, tout le chaos dont nous connaissons tous l'ampleur. Si on ajoutait à nos HCC et CES, le CENIT (Conseil Electoral National Indépendant de la Transition) à qui est confié la gestion de toutes nos échéances électorales, notre pays s'exposerait à un beau cafouillage postélectoral et risque de vivre le même chaos ivoirien.

En définitive, notre risque de vivre le schéma ivoirien de sortie de crise est bien réel. Tous les ingrédients sont réunis pour que nous débouchions dans une impasse politique, voire une regrettable guerre civile.

Il est grand temps qu'on s'achemine vers une vraie réconciliation nationale afin d'aplatir tous les différends et repartir sur de bonnes bases. Le FFM (Filankevitry ny Fampihavanana Malagasy) vient d'être mise en place, à juste titre, pour une telle mission. Malheureusement, les manœuvres politiques qui entourent le

recrutement de ses membres risquent de porter préjudice à leur crédibilité et sèment le doute quant à leur neutralité dans le traitement des grands dossiers sensibles tels que l'amnistie. Alors que cet organe aurait pu être un précieux outil pour nous épargner d'un éventuel chaos post-électoral.

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Le-spectre-ivoirien-plane.18011.html>